



Tous les RETRAITÉS du département dans l'ACTION le 29 SEPTEMBRE 2016

Rassemblement-Manifestation à 10H00

Place Garibaldi à Nice

Contre le gel des retraites, pour la défense du pouvoir d'achat !

Depuis plusieurs années, les **16 millions de retraités**, du secteur public comme du privé, constatent que **leur situation ne cesse de se dégrader**. Ils sont en colère et déterminés à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale collective.

NON !!! LES RETRAITÉS NE SONT PAS DES NANTIS !

Nos pensions et **retraites sont bloquées depuis le 1^{er} avril 2013**. Si ce n'est l'**augmentation ridicule de 1 €** du 1^{er} octobre 2015. Demain pour le **1^{er} octobre 2016, il nous est annoncé qu'à nouveau elles ne seront toujours pas réévaluées**. Jusqu'au 1^{er} octobre 2017 ???

La **perte de pouvoir d'achat des retraités est conséquente** du fait des mesures figurant dans les lois et règles successives depuis plusieurs années :

- Le **recul de 6 mois de la revalorisation des pensions d'avril à octobre**, ce qui s'assimile à une sous-indexation de fait, suivi depuis plusieurs années du **gel des retraites**.
- Le **recul de 62 à 63 ans** pour bénéficier des **retraites complémentaires à taux plein**, ARRCO et AGIRC.
- L'**imposition des majorations familiales**, auparavant exonérées, dès 2014.
- La mise en place de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (**CASA**) de **0,3 %** sur toutes les pensions de retraite.
- Le **gel des barèmes d'imposition pendant deux ans** ;
- La **suppression de la demi-part fiscale** pour les retraités ayant élevé trois enfants.

Nous ne pouvons accepter que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, ni que cette situation s'aggrave encore du fait des politiques d'austérité. Les dépenses contraintes surtout dans notre département ne cessent d'augmenter (impôts, habitat, énergies, services etc...)

Nous ne pouvons accepter que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi en 2012, chiffre qui a doublé depuis 2006. La moitié d'entre eux y sont contraints par le montant insuffisant de leur pension.

Les retraités sont des citoyens à part entière et ont contribué au développement économique et social de ce pays. Ils ne demandent pas la charité, mais la dignité.

En conséquence, ils revendiquent :

- La **fin du gel des revalorisations**.
- Le **retour à la revalorisation annuelle** de toutes les pensions et retraites au 1^{er} janvier et le rattrapage des 32 mois (à fin septembre) sans revalorisation, bientôt 3 ans.
- Avec l'**indexation sur l'évolution sur la moyenne des salaires**,
- Le **retour au droit à la retraite à 60 ans** et à un départ anticipé pour les métiers pénibles ou insalubres,
- Le **minimum de retraite équivalent au SMIC** pour tout retraité ayant une carrière complète,
- Le **rétablissement de la demi-part fiscale** supplémentaire pour tous les parents isolés ayant élevé un enfant.
- Le **retour à l'exonération fiscale des majorations familiales** de pension pour les retraités ayant eu 3 enfants, sans attendre une véritable réforme fiscale qui garantisse l'égalité entre les citoyens tout en finançant les services publics.
- Le **maintien et l'amélioration des pensions de réversion** et la suppression des conditions de ressources,
- La **prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale** et donc la **suppression de la CASA**.
Estimant insuffisante la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, ils revendiquent une augmentation des moyens permettant l'amélioration de la prise en charge, que ce soit à domicile ou en établissement.

Depuis plusieurs mois la médiatisation a mis sous l'éteignoir le devenir des retraités. Mais des **élections présidentielle et législative** se profilent, **il est temps de remettre les problèmes des 16 millions de retraités dans les priorités des débats**. Les **hommes politiques** qui vont prétendre à ces postes **doivent nous répondre sur tous ces points**, que les électeurs retraités sachent se déterminer en toute transparence. **Toute absence de réponse de leur part devra être considérée par les électeurs retraités comme une opposition** globale à nos demandes.